



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 13 février 2017 (1^{ère} séance)

Délibération n° COM 2017-02-01/07

OBJET : Participation de la CANGT au colloque de l'Union pour le Développement de Morne-A-L'Eau (UDM) sur le développement Touristique durable.

L'an deux mille dix-sept, le treize février à 19h01, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Petit-Canal sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-deux (22)

M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, M. CORNEILLE Denis, Mme DELORD Jocelyne, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme RAMASSAMY Yvelle, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)

M. HILL Joseph, à M. ANZALA Jean
M. MANICOM Grégory à Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle

CONSEILLERS EXCUSES : Un (1)

M. HERMIN Georges

CONSEILLERS ABSENTS : Onze (11)

M. BARDAIL Jean, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, M. HUBERT Jean-Marie, M. MARCEL Edmond, M. MITEL Florent, M. ROUX Harry.

A été élue secrétaire de séance : Mme RAMPATH Sheila

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

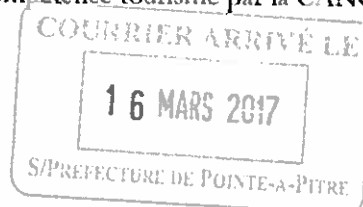
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'Agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu la délibération COM2016-07-09/66 portant sur critères d'attribution de subventions relevant de la compétence Développement Economique ;

Vu la délibération COM2016-12-09/106 portant sur l'exercice de la compétence tourisme par la CANGT



Considérant que l'association souhaite réunir l'ensemble des acteurs du tourisme afin de réfléchir sur les concepts, les moyens mis en œuvre et les méthodes engageant le tourisme dans le développement du territoire.

Considérant que cet événement est une opportunité pour la collectivité de se faire connaître comme acteur majeur de la promotion du tourisme, présenter la stratégie adoptée en matière de promotion du tourisme et d'afficher ses ambitions

Considérant que la CANGT a été sollicitée.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé du Président,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

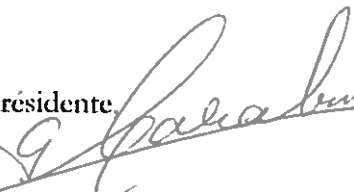
ARTICLE 1 : D'allouer une subvention d'un montant de 2 000,00 € (deux mille euros) à l'UDM ;

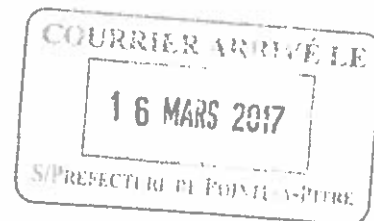
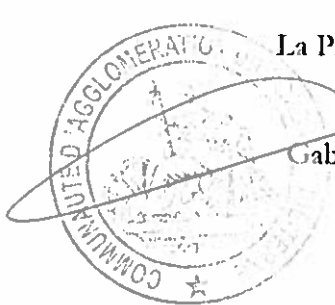
ARTICLE 2 : D'imputer la dépense au budget principal

ARTICLE 3 : Le Directeur Général de la Communauté et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

La Présidente 
Gabrielle LOUIS CARABIN



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-À-L'eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.